



La lettre

des élus communistes et apparentés
de Vénissieux - N° 48 - OCTOBRE 2018



ÉDITO PLAN PAUVRETÉ

Le plan pauvreté dévoilé jeudi 13 septembre par Emmanuel Macron affiche l'ambition d'éradiquer la pauvreté mais 8 milliards d'euros sur 4 ans ne suffiront pas aux 9 millions de personnes qui vivent en dessous du seuil de pauvreté pour retrouver le chemin d'une vie digne ! Il ne donnera pas un toit aux 31 000 enfants privés de logement. Il ne réchauffera pas les foyers de tous ceux qui souffrent de précarité énergétique. Ce Plan n'aborde ni le logement, ni l'emploi, et donc il ne prévoit pas de s'attaquer à la source du mal mais à ces symptômes. De plus, la question du financement reste floue et l'ambition du gouvernement s'appuie, une nouvelle fois, essentiellement sur les collectivités locales, dont la situation financière est déjà difficile.

Chaque jour, en tant que maire, je suis confrontée à l'urgence sociale et à la précarité des familles frappées de plein fouet par une crise économique sans précédent. Je mène depuis 9 ans un combat pour le droit à une vie digne, en prenant des arrêtés interdisant sur le territoire de Vénissieux les expulsions locatives sans relogement, les saisies mobilières, et les coupures d'énergies et d'eau. Je mesure pleinement comment le moindre accident de la vie peut faire basculer dans la précarité. Des familles sont confrontées à des logiques de survie permanentes : se nourrir ou se loger, se soigner ou se chauffer.

Toutes les réformes d'Emmanuel Macron sont marquées du sceau du libéralisme. Aucune n'a eu de portée sociale. Et les dégâts pour les plus fragiles, les retraités, les salariés, et une partie des classes moyennes, s'amplifient année après année. Hausse de la CSG, casse du droit du travail, suppression d'emplois aidés, baisse des APL. Les pensions de retraite et les allocations familiales stagnent. Attaques sans précédent contre les bailleurs sociaux et les collectivités territoriales... La note est salée pour les plus modestes. Les coups fusent contre notre modèle social, contre les services publics garants du principe de continuité et d'équité territoriales. Le pacte Républicain se fissure sous les assauts incessants de l'austérité et le Plan pauvreté n'est malheureusement pas à la hauteur des dégâts causés !

Michèle PICARD - Maire

UNE RENTRÉE SOUS LE SIGNE DE LA DÉMOCRATIE ET DE L'ÉDUCATION POPULAIRE

Notre majorité municipale refuse une « démocratie délégataire » qui délègue toujours plus loin des citoyens. L'association de deux mots est d'ailleurs un contresens, une maladie de la démocratie qui s'amplifie avec la métropolisation et la recentralisation en cours.

Contre cette démocratie déformée, nous avons choisi la démocratie participative et l'éducation populaire. Pour nous, ces deux notions sont indissociables car l'éducation populaire est le véritable moyen d'apporter la connaissance au plus grand nombre et donc le pouvoir de décider aux citoyens.

Sur la question des rythmes scolaires, nos détracteurs nous ont beaucoup attaqué. Pour eux, nous n'allions pas assez vite dans une consultation qu'ils imaginaient minimaliste, sans réflexion collective, sans intérêt général. Pour eux, cette question pourtant importante et globale des rythmes de l'enfant, pouvait être baclée du moment qu'ils tenaient un os à ronger, un moyen d'alimenter les polémiques et de hurler avec les loups.

Pour nous, pas de consultation sans réflexion collective et pas de réflexion collective sans éléments de connaissance du sujet.

Faire croire à la population que la question de rythmes scolaires se résume à « pour ou contre l'école le mercredi matin » est irresponsable. Bien d'autres paramètres sont à prendre en compte et pour décider, il faut avoir les tenants et les aboutissants.

Nous avons tenu bon dans notre détermination à faire les choses correctement et dans le bon ordre. D'abord un diagnostic, une évaluation citoyenne, une concertation auprès des parents d'élèves, des enfants et des enseignants. Grâce à ce travail, la co-construction de deux scénarios avec évaluation des implications budgétaires (parce qu'être responsable c'est aussi réfléchir à la questions des budgets). Puis le vote en phase finale d'une concertation qui donne le pouvoir aux parents de décider mais leur donne aussi la pleine connaissance de leur décision.

Voilà notre vision de la politique : éducation populaire et démocratie participative car le pouvoir de comprendre, c'est le pouvoir de décider

Les assemblées générales des conseils de quartier qui vont bientôt débiter participent de la même philosophie. Ce sont des lieux ouverts où chacun peut venir porter sa pierre à l'édifice. Nos conseils de quartiers sont des espaces de réflexion collective loin du clientélisme bien plus facile à animer et que nous laissons à notre opposition municipale.

La réunion publique « point d'étape mi-mandat » est la parfaite démonstration de la différence entre polémique à usage politicien et éducation populaire pour la démocratie. Nos opposants avaient espéré saboter cette réunion en mobilisant quelques mécontents chargés de perturber les débats par la polémique. L'histoire leur aura donné tort car en réalité, ce sont les habitants eux même qui ont élevé le débat en cherchant, avec les élus, les réponses aux problèmes de propreté, sécurité, éducation, etc.

MINEURS ÉTRANGERS ISOLÉS : LA MÉTROPOLE N'ASSUME PAS SES RESPONSABILITÉS !

Ceux qui affrontent la méditerranée au risque de leur vie, l'avidité des passeurs, les nuits sans abri, ne le font pas par choix. Ils le font parce que la guerre et la misère les poussent hors de leurs pays et qu'ils ne peuvent pas faire autrement. La France ne joue pas, aujourd'hui, un rôle positif pour la Paix pas plus qu'elle ne tient sa place, dans les actions de solidarité internationale, de co-développement, de coopération. Notre diplomatie a beaucoup perdu de sa légitimité et de son autorité. Nous devons marcher sur nos deux pieds : bien accueillir, dans la dignité et la fraternité, et travailler au développement et à l'autonomie de tous les pays qui en ont besoin.

La loi Asile et Immigration de Gérard Collomb affaiblit les droits et garanties des demandeurs d'asile et nous éloigne un peu plus des valeurs de solidarité, de fraternité que la France devrait porter au regard de nos traditions républicaines.

La gestion des mineurs isolés est un sujet sensible et la colère des associations est grande suite aux expulsions traumatisantes de familles, de jeunes, d'enfants, de lieux et de bâtiments métropolitains sans qu'aucune solution ne leur soit proposée. Les témoignages affluent entre inquiétude et solidarité devant ces jeunes, parfois si près de l'enfance, laissés dans la rue, soumis à la précarité et à l'insécurité.

Chacun sait que le meilleur moyen d'empêcher l'occupation illicite de lieux et de bâtiments métropolitains, c'est de mettre à disposition des hébergements dignes en nombre suffisant.

La Métropole n'assume pas ses responsabilités !

Marie-Christine BURRICAND- *Conseillère municipale*



RAPPORT CAP 2022 : PROGRAMME DE DÉMOLITION DES SERVICES PUBLICS

L'objectif de ce rapport commandité par le premier ministre est limpide : faire de nos services publics les vestiges d'un monde considéré comme ancien et dépassé. Ce que l'on veut détruire, c'est notre identité, notre structure, un modèle de société solidaire façonné par des générations de lutte.

Si la situation n'était pas à ce point dramatique pour des milliers de Français touchés, toujours plus durement, par la précarité et la pauvreté, nous pourrions parcourir ce rapport comme une farce ou un mauvais roman de science-fiction avec internet en recette miracle de tous les maux.

Le décalage est frappant, entre les véritables préoccupations des Français qui attendent une réponse à leurs besoins vitaux et les 22 propositions de ce rapport, favorables à ceux qui payent l'ISF, défavorables à ceux qui ont besoin des APL.

Deux visions des services publics s'opposent. Pour nous, c'est le bien commun, profitable à l'ensemble des membres de la société et qui structure cette même société. Pour eux, c'est une charge dont il convient de se débarrasser. Ce sont des aides sociales qu'il faut simplifier, compresser, et attribuer à un minimum de personnes. Pour exemple, les allocations familiales attribuées sous condition de ressources,

excluraient 30% des bénéficiaires actuels.

Avec ce rapport, une ligne vient d'être franchie vers la privatisation, de la santé jusqu'à l'éducation en passant par la culture. Glissement vers le clientélisme, remise en cause du principe d'intérêt général, comme si la rentabilité était devenue une condition de l'action publique.

C'est 30 milliards d'économies promis par l'anéantissement de notre bien commun.

Michèle PICARD - *Maire*

CLIMAT : POUR UNE NOUVELLE AMBITION MÉTROPOLITAINE

Devant l'urgence climatique, des milliers de manifestants ont exprimés leur inquiétude. La question sous-jacente est celle du système économique. Comment peut-on le transformer ?

Il est urgent de réouvrir le débat de fonds et de constater que l'urgence en France n'est pas de réduire les émissions carbonées de l'électricité, mais celles du transport et du logement. Nicolas Hulot était dans l'impasse de la transition énergétique construite d'abord pour satisfaire les partisans de la sortie du nucléaire.

Alors nous lançons un appel aux socialistes et aux écologistes qui peuvent nous entendre. Prenons l'urgence climatique au sérieux, faisons le bilan des

expériences, et mettons-nous d'accord pour des objectifs politiques métropolitains ambitieux et pour réévaluer notre plan climat. Accélérons la sortie des véhicules de la Métropole des énergies fossiles en développant l'électrique. Accélérons la rénovation énergétique des logements. Accélérons la transition de la mobilité métropolitaine avec de nouvelles lignes de métro, de tram, la transformation du périphérique et en affirmant la place du rail.

Il faut remettre en cause les politiques des premiers de cordées et donner enfin à l'Etat et aux collectivités les moyens d'un changement réel de société. Ouvrons le débat d'une transformation du système économique. Ce n'est pas le climat qu'il faut changer, c'est le système !

Pierre-Alain MILLET- *Adjoint au Maire*